

## D'hier à ce jour : l'action des Aînées pour le climat Suisse



### Brève revue

#### Novembre 2016

- Nous, Aînées pour la protection du climat Suisse (le nom est modifié à l'AG du 15.09.23 en « Aînées pour le climat Suisse »), adressons une requête au Conseil fédéral, au Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et à l'Office fédéral de l'énergie (OFEN).
- Nous demandons un renforcement des objectifs en matière de climat
  - Un relèvement des objectifs de 20 % à 25 % au moins d'ici 2020.
  - Une réduction des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse d'au moins 50 % d'ici 2030.
  - Nous faisons des propositions concrètes pour qu'il soit possible d'atteindre ces objectifs.
  - Le but de notre démarche est que la Suisse contribue ainsi à juguler une évolution dangereuse du réchauffement climatique. En clair, que la contribution de la Suisse respecte l'objectif de réchauffement des 1,5 degrés fixé dans l'Accord de Paris.
- Nous, Aînées pour le climat Suisse, fondons notre requête sur les éléments suivants :
  - le droit à la vie et à la santé dont résulte l'obligation, pour l'État, de protéger le droit à la vie et à la santé ;
  - les accords internationaux sur le climat ;
  - les bases scientifiques à partir desquelles se calcule le montant de la contribution requise par un État donné lui permettant d'atteindre l'objectif de réchauffement des 1,5 degrés.
- Quant à la légitimité d'une telle requête, elle ressort du fait que les femmes de 75 ans et plus souffrent tout particulièrement des conséquences du réchauffement climatique et que, comparées à la population générale, elles sont exposées à un risque de mortalité plus élevé.

#### Avril 2017

- Le DETEC ne se prononce pas sur le bien-fondé de nos exigences. Invoquant des motifs formels, il n'entre pas en matière sur le fond. Argumentation : les Aînées pour le climat Suisse ne viseraient pas une réduction des émissions de CO2 dans notre environnement immédiat, mais à l'échelle de la planète.

**Mai 2017**

- Nous contestons cet arrêt auprès du Tribunal administratif fédéral.

**Décembre 2018**

- Le Tribunal administratif fédéral rejette notre recours.
- Justification du rejet : les Aînées pour le climat Suisse ne constitueraient pas « un groupe de population particulièrement concerné ». Elles ne seraient pas les seules concernées par le réchauffement climatique ; celui-ci touchant d'une manière ou d'une autre l'ensemble de la population.

**Janvier 2019**

- Recours auprès du Tribunal fédéral (TF).

**Mai 2020**

- Le Tribunal fédéral (TF) rejette notre recours. Justification du rejet :
  - Le droit à la vie et à la santé invoqué par les recourantes ne serait pas assez gravement touché actuellement ;
  - Le dépassement de l'objectif de réchauffement maximal des 1,5 degrés visé par la réduction des émissions de gaz à effet de serre ne se produirait qu'à moyen ou long terme, qu'il n'était donc pas urgent de prendre des mesures.
  - Le TF ajoute encore que ni les Aînées pour le climat Suisse, ni le reste de la population ne seraient habilités à se prévaloir d'un droit à la vie et à la santé. En conséquence, le TF place la crise climatique en dehors du droit.
- L'argumentation avancée par le TF le place très en-deçà de celle des tribunaux néerlandais. En effet, ces derniers ont constaté qu'en vertu de la protection des droits humains, le Gouvernement des Pays-Bas avait pour mission urgente de réduire le niveau des émissions des gaz à effet de serre. Un débat politique ne serait admissible que concernant le type de mesures, mais pas le taux minimal d'émissions requis pour atteindre l'objectif de réchauffement des 1,5 degrés.

**A partir de mai 2020**

- Préparation du renvoi de notre requête pour examen devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) à Strasbourg.
- Le renvoi du cas pour examen à Strasbourg est à notre avis une occasion unique : en effet et pour la première fois, la CEDH aurait l'occasion de se prononcer sur le poids du droit à la vie et à la santé dans le contexte du réchauffement climatique.
- Si la Cour constatait l'existence d'une violation des droits humains, les retombées ne toucheraient pas que la Suisse, mais aussi la totalité du territoire des États européens.
- Ce cas pourrait écrire l'histoire dans le domaine du droit du climat.

**Mars 2021**

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) donne son feu vert à notre recours contre la Suisse et lui réserve un traitement prioritaire.

**Juillet 2021**

Prise de position de la Suisse adressée à la CEDH. Elle y défend les mesures insuffisantes prises par notre pays en matière de protection du climat et aimerait que la Cour renonce à se prononcer sur le contenu de ce recours.

**Septembre 2021**

Des institutions nationales et internationales ainsi que des personnes individuelles déposent neuf interventions en tant que tiers intervenant-e-s auprès de la CEDH. Ces interventions sont importantes et aident la CEDH à établir un arrêt fondé sur des questions controversées.

**Octobre 2021**

Nous soumettons notre réponse à la prise de position de la Suisse à la CEDH dans laquelle nous justifions encore une fois notre requête et mentionnons nos revendications.

**Avril 2022**

La chambre de la Cour européenne des droits de l'homme à laquelle l'affaire avait été attribuée a décidé de la transmettre à la Grande Chambre. La Grande Chambre est saisie d'affaires judiciaires qui posent des questions importantes sur l'interprétation ou l'application de la Convention européenne des droits de l'homme. Notre action en justice pour le climat reçoit ainsi la plus grande attention possible.

**Mars 2023**

L'audience devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg a lieu le 29 mars 2023. Notre équipe juridique, renforcée depuis novembre 2022 par deux avocat-es britanniques, nous représente. L'écho médiatique est énorme ; nous sommes accompagnées par de nombreux-euses journalistes tout au long du voyage et environ 250 articles de presse sont publiés au niveau national et international.

Nous attendons le jugement de la CEDH au plus tôt fin 2023.

**Soutenez-nous !**

- Devenez membre ! Toutes les femmes à la retraite avec domicile en Suisse peuvent devenir membre de l'association.
- Soutenez l'association même si vous ne remplissez pas les conditions d'adhésion : commandez des dépliantes et parlez de notre action en justice à votre entourage.

Plus d'infos : [www.ainees-climat.ch](http://www.ainees-climat.ch)



Photo © Miriam Künzli / Ex-Press / Greenpeace